



Pour un lien pédagogique, social et écologique

Comment serait-il possible de passer d'une pédagogie entièrement fondée sur le contact à une pédagogie totalement en ligne ? C'est pourtant l'injonction de ce gouvernement qui s'est matérialisée par le nouveau dogme de la « continuité pédagogique », digne d'un plan Marshall si ce n'est que ... aucun moyen financier et humain n'y est consacré et que le changement occasionné dans le travail n'est nullement interrogé ! Le même gouvernement qui, depuis son accession au pouvoir, ne cesse de pratiquer la *discontinuité* en éliminant toutes les structures qui ont fait leurs preuves...

Dans le primaire, « mettre en place une classe virtuelle, en plus d'accroître l'inégalité scolaire, s'avère ne pas être un outil efficace pour garder le contact avec toutes les familles de nos élèves », lit-on dans une belle tribune d'enseignant·es du premier degré intitulée « On a refusé la classe virtuelle et on a bien fait »[1]. Dans le secondaire, les familles disent combien elles sont dépassées et les élèves expriment leur désarroi face à l'injonction : « Des gens vont mourir, mais il faut que tu passes ton bac »[2]. Jean-Michel Blanquer vient de reconnaître que 5 à 8% des élèves sont « perdus », chiffre que, le connaissant, on pourra multiplier par 5 ou par 10...

Les étudiant·es, quant à elles et eux, ont de nombreux soucis : problèmes de logement (trop petits, lorsqu'ils et elles n'ont pas été chassé·es par le CROUS), promiscuité avec les parents ou les frères et sœurs, monotonie

des repas, absence d'équipements élémentaires (machine à laver...), malades dans leur entourage ou malades eux-mêmes... Une étude montre que, déjà, en temps normal, dans les filières d'enseignement à distance, les problèmes sont nombreux, alors, par temps de confinement ! Tou·tes les étudiant·es, loin de là, ne sont pas équipés·es avec le meilleur matériel informatique, le meilleur smartphone. La connexion internet, lorsqu'elle existe, est parfois très basse, en fonction de la région, voire du type d'abonnement ; on constate aussi que la saturation des réseaux crée des inégalités difficiles à évaluer. Par ailleurs, le travail demandé, qui s'accumule, est devenu difficile sans l'accès aux bibliothèques. Tou·tes les enseignant·es ont constaté que de très nombreuses étudiant·es ne donnent pas signe de vie : ils et elles ne sont nullement « perdu·es », simplement ils et elles hiérarchisent leurs priorités. L'angoisse, les inquiétudes pour un avenir global remis en question sont bien présentes : un sondage réalisé par les étudiant·es de l'Université Savoie Mont Blanc donne, à la question « êtes-tu angoissé·e, stressé·e, inquiet·e ? », 74,6% de réponses positives[3] !

Pour les enseignant·es, il est d'abord question d'une énorme surcharge de travail. Ils et elles travaillent en plus pour adapter des cours en ligne (ils doivent tout apprendre, la pédagogie numérique ne s'improvise pas !), ils donnent plus de travail à leurs étudiant·es, ils reçoivent plus de copies à corriger... Le « Plan de continuité pédagogique » qui se trouve sur le site du ministère de l'enseignement supérieur[4], est surréaliste : « Profitez de l'interactivité. Les technologies en ligne peuvent encourager et faciliter des comportements plus “proactifs” que la salle de classe traditionnelle » ; « Innovez. Bien que l'environnement en ligne supprime l'accès à certains modes d'enseignement, il ouvre un certain nombre de possibilités nouvelles, dont certaines pourront être ramenées au sein de la classe physique une fois la crise terminée. Les élèves sont susceptibles d'être plus indulgents vis-à-vis de faux pas dans un nouvel environnement. N'hésitez pas à profiter de cette période difficile pour expérimenter de nouvelles méthodes et outils pédagogiques », peut-on y lire ! Ce plan ne s'adresse qu'aux *individus* enseignants : comme dans un État totalitaire, il n'y a aucune médiation, l'enseignant·e doit obéir directement aux ordres d'un ministère grandiloquent mais totalement absent, tant les conseils sont ridicules et les moyens financiers et humains inexistantes ! Par ailleurs, ce plan, s'il évoque longuement la question du handicap pour les étudiant·es, question qui peut peser face au numérique, n'aborde nullement les inégalités sociales. Et

puis, cela va de soi, il ne s'adresse qu'aux enseignant·es titulaires, les précaires (qui, il faut le rappeler, comptent parfois jusqu'à 70% dans les licences universitaires) ne sont jamais évoqué·es. La cerise sur le gâteau, dans ce plan, c'est bien sûr la question des outils numériques. Les compagnies privées sont qualifiées de « géants américains » – l'expression « GAFAM » leur paraît sans doute trop gauchisante... Quant aux outils libres, après avoir évoqué Moodle (où, rappelons-le, on ne peut pas stocker des documents lourds) on y écrit pudiquement : « Du côté des logiciels libres, l'association Framasoft propose de nombreux services dont la plupart sont malheureusement victimes de leurs succès » (pendant quelques jours, il n'était en effet pas possible de créer de nouveaux framapads). Enfin, le texte fait de la publicité pour des compagnies privées qui proposent des examens à 1,50 euros le candidat... Nous voilà entrés dans l'ère des « coronapreneurs », de même qu'on vient d'apprendre que la crise va être le stimulant pour accélérer la privatisation de la santé...

« On peut légitimement se demander ce que voulait dire déjà cette “continuité pédagogique”, quand les étudiant·es se voyaient retirer leur titre de séjour en cours d'année, quand ils ou elles se retrouvaient sans toit, sans emploi, sans de quoi se nourrir, quand leur présence en cours était si rare, parce qu'ils ou elles devaient travailler ? Que veut dire “continuité pédagogique” **aujourd'hui** ? », pourrions-nous demander[5]. Et rien n'empêche de voir dans ce fameux plan une manière insidieuse d'éliminer de la mémoire collective l'intense mobilisation qui a prévalu de décembre à début mars, contre la réforme des retraites (où les enseignant·es du primaire et du secondaire étaient très présent·es) et contre la LPPR (loi de programmation pluriannuelle de la recherche, contre laquelle la fronde du supérieur était en passe de se généraliser, avec comme point culminant la journée du 5 mars). Mais si les gens restent chez eux, ce n'est pas parce qu'ils se sont soumis, ce n'est pas parce qu'ils et elles ont oublié les grandes journées de manifestations – dans beaucoup d'oreilles résonne sans doute encore le « Tous ensemble, tous ensemble », tant on l'a entendu ! C'est pour protéger les plus fragiles et pour se protéger eux-mêmes, qu'ils restent chez eux, puisque le gouvernement n'a rien d'autre à leur proposer et n'a pas su prévoir la crise, stocker des masques, fabriquer des tests, et qu'il n'a pas tenu compte des revendications des hospitaliers l'alertant de la situation désastreuse de l'hôpital public depuis longtemps.

Alors, face à ce qui est plutôt un plan de *discontinuité* humaine, c'est un vrai plan de *lien pédagogique, social et écologique* qu'il faut proposer. Plus que jamais, le lien entre le travail, la pédagogie et l'environnement, social, naturel, mental est une évidence : ce lien, occulté en temps normal par le néo-libéralisme, saute désormais aux yeux. C'est seulement en restaurant ce lien que nous pourrions maintenir le contact, aider nos étudiant·es, mais aussi leur fournir des formations de qualité et non pas des formations au rabais ! Tirons la leçon de la crise sanitaire pour restaurer ce lien. Oui, gardons le contact pédagogique avec nos étudiant·es et entre nous, maintenons des cours si nous le voulons et si nous le pouvons, en ligne ou par documents envoyés, non pas dans "la continuité" mais en pensant d'abord aux êtres humains et non aux savoirs-marchandises, pensons à la fragilité de nos étudiant·es, à la difficulté de continuer à travailler comme si de rien n'était, aux collègues qui doivent s'occuper de leurs familles et aux collègues précaires. Oui, maintenons le lien, c'est-à-dire la solidarité : « Pour nous, le moment se prête davantage à faire preuve de solidarités sous toutes les formes qui nous seront possibles », pour reprendre le texte des collègues du primaire[6], plutôt qu'à continuer à faire preuve d'un productivisme effréné pour un futur devenu incertain. Et rappelons-nous qu'internet pollue (il est d'ailleurs à craindre que cette crise sera utilisée par les défenseurs de la 5G, contre tout principe de précaution)... Discontinuité : cette crise nous met en présence quotidienne de la mort ; aussi, forte est la tentation de ne plus croire qu'à la survie, plutôt qu'à la vie ; mais céder à cette tentation serait inscrire la discontinuité au cœur de notre existence...

Face au faux plan de continuité pédagogique, proposons un vrai lien pédagogique, social et écologique :

- exiger du gouvernement de mettre en place des moyens financiers et humains et de vraies cellules d'aide à la construction de la continuité du lien pédagogique,
- refuser la dérive vers un enseignement individualisé, arbitraire, et qui profite aux GAFAM ;
- créer, dans une logique d'auto-organisation, des instances collectives pour assurer véritablement le lien pédagogique ;
- aider les étudiant·es et les enseignant·es les plus précaires ;
- maintenir le plus de liens possibles avec les étudiants, sans oublier que tous et toutes n'ont pas accès au numérique, et bannir le surproductivisme ;

- refuser toute évaluation pendant la période de confinement ;
- adopter le principe de la validation universelle au niveau national ;
- refuser de tenir sous des formes numériques les examens, jurys et comités ;
- reporter, puis abroger Parcousup.

[1] <https://paris-luttes.info/on-a-refuse-la-classe-virtuelle-et-13707>.

[2] Article de Mediapart, <https://www.mediapart.fr/journal/france/310320/des-gens-vont-mourir-mais-il-faut-que-tu-passes-ton-bac>.

[3] Lettre ouverte du syndicat Solidaire Etudiant·e·s au Président de l'USMB, 31 mars 2020.

[4] https://services.dgesip.fr/T712/covid_19, mis à jour le 1^{er} avril 2020.

[5] Christelle Rabier, <https://academia.hypotheses.org/21189>.

CGT FERC Sup Paris 8, le mardi 7 avril 2020